

par Rojinfo

**Dans un communiqué publié aujourd'hui, lundi 20 mai, le Conseil de l'Europe a annoncé que son Comité pour la Prévention de la Torture (CPT) avait visité la prison d'Imrali où est détenu le leader kurde Abdullah Ocalan, dans le cadre d'une visite ad hoc effectuée en Turquie entre le 6 et le 17 mai 2019.**

« Une délégation du Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants du Conseil de l'Europe a effectué une visite ad hoc en Turquie du 6 au 17 mai 2019 », dit le communiqué publié sur le site internet du Conseil de l'Europe, précisant que le but de la visite était principalement d'examiner le traitement réservé aux personnes privées de liberté et les garanties dont elles bénéficiaient.

Le communiqué ajoute qu'outre des entretiens avec des personnes récemment placées en garde à vue, la délégation s'est rendue « à la prison de haute sécurité de type F d'Imrali afin d'évaluer le traitement et les conditions de détention des personnes (quatre) incarcérées actuellement dans cet établissement et de réexaminer les dispositions prises par les autorités turques à la lumière des recommandations formulées par le CPT à la suite de sa précédente visite dans cette prison (en avril 2016) ».

« Dans ce contexte, souligne le communiqué, une attention particulière a été accordée au programme d'activités communes proposé aux détenus comme à l'application dans les faits de leur droit de recevoir des visites de leurs proches et de leurs avocats »

Le communiqué indique par ailleurs que la délégation a rencontré plusieurs membres du gouvernement turc, dont le ministre de l'intérieur Süleyman Soyulu et le ministre de la justice Abdulhamit Gül.

Cette déclaration intervient au 194<sup>ème</sup> jour du mouvement de grève de la faim lancé par la Députée du Parti démocratique des peuples (HDP) Leyla Guven pour exiger de l'Etat turc qu'il lève l'isolement du leader kurde Abdullah Ocalan détenu depuis 1999, et reprenne les négociations de paix avec le mouvement kurde.

Aujourd'hui, outre la Députée kurde, des milliers de prisonniers politiques en Turquie, ainsi que des dizaines de militants politiques à travers le monde participent à ce mouvement de contestation sans précédent. 14 d'entre eux sont en grève de la faim à Strasbourg depuis le

17 décembre 2018.

Le 2 mai, pour la première fois depuis 8 ans, deux avocats d'Ocalan ont pu rendre visite à leur client sur l'île-prison d'Imrali. Cependant, bien que le ministre turc de la justice Abdulhamit Gül ait annoncé le 16 mai la levée des mesures interdisant à Ocalan de rencontrer ses avocats, ces derniers ont déclaré que, depuis le 2 mai, les autorités n'avaient répondu à aucune de leurs demandes répétées de visite.